

**VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME!**

*Vive la Guerre Populaire!*

---

**ANDRÉ MARTY**

**LE PARTI COMMUNISTE  
FRANÇAIS NÉ ET FORGÉ  
DANS LA LUTTE CONTRE  
LA GUERRE**

Version numérique réalisée à partir de la version de 1972 des  
EDITIONS NORMAN BETHUNE

Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné. Les quartiers ouvriers de Paris roulent vers le centre, dans une émotion énorme. La colère est immense contre les gouvernants qui, de toute évidence, ont poussé l'assassin.

La guerre est imminente. Mais au moment où les travailleurs attendent le mot d'ordre d'action, le Parti socialiste, qui

est en contact permanent avec le gouvernement, lance un appel au calme... et il invite les ouvriers à se transformer en chair à canon !

Au même moment, le bureau confédéral de la C.G.T. fait de même. Les « anarchistes » allaient lancer un appel identique<sup>1</sup>.

Les ouvriers mobilisés partent avec, au cœur, la douleur d'avoir été trahis.

Pourri par l'opportunisme depuis des années, devenu un parti de simples luttes électorales et de combinaisons parlementaires<sup>2</sup>, tombé ainsi dans une collaboration de classe effrénée avec le gouvernement de la bourgeoisie, le Parti socialiste, imité d'ailleurs par les dirigeants anarcho-syndicalistes, était devenu le pourvoyeur de la boucherie impérialiste ! On sait qu'il en fut de même en Allemagne.

Seul, le Parti bolchévik russe, restant fidèles aux décisions des congrès internationaux, osa dire la vérité à la classe ouvrière<sup>3</sup>.

## I

### **CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE ET LA TRAHISON SOCIALISTE**

Chez nous, seuls quelques ouvriers, à la haute conscience de classe, virent clair dès le premier jour. Dès août 1914, les terrassiers parisiens se mirent en grève pour six sous d'augmentation de l'heure, malgré l'état de siège. En dépit de la terrible dictature militaire, ils arrêtaient le travail en 1915, le 1<sup>er</sup> mai, journée traditionnelle de la lutte et de la solidarité des ouvriers du monde entier.

Ils avaient compris que cette guerre n'était pas la « guerre du droit et de la civilisation », mais une boucherie impérialiste menée pour les seuls intérêts des exploités, en particulier, en France, pour les intérêts du Comité des Forges.

---

<sup>1</sup> *Manifeste des 16* (Jean Grave, Pierre Cornelissen, etc., 16 août 1914)

<sup>2</sup> STALINE : *Principes du léninisme*, chapitre II, La méthode.

<sup>3</sup> *Histoire du PC(b) de l'U.R.S.S.*, chapitre VI

Peu à peu, la colère allait s'étendre devant la surexploitation du temps de guerre, avec la misère, les journées de travail sans fin, les salaires de famine, l'envoi des ouvriers en première ligne, c'est à dire à la mort, pour la moindre revendication, tandis que le massacre continuait, interminable, avec la guerre des tranchées.

En décembre 1916, les premières grèves de la métallurgie parisienne éclataient chez Panhard (Paris-XIII<sup>e</sup>) et Malicet et Blin, à Aubervilliers. En exigeant des revendications de salaires, elles se heurtèrent aussitôt au gouvernement capitaliste, et surtout aux ministres «socialistes», pourvoyeurs de chair à canon, comme Albert Thomas, ministre des Munitions.

Les grévistes étaient en conflit avec les dirigeants syndicaux passés aux ordres de la bourgeoisie.

Dès ce moment, la colère contre les ministres, y compris les socialistes, et contre les dirigeants de la C.G.T. était telle que les ouvriers instaurèrent dans les usines de la région parisienne, puis de province, les délégués d'atelier, élus et protégés par leurs camarades. La lutte de classe reprenait.

Elle allait s'étendre par vagues successives de grèves, chacune plus puissante que les précédentes : mai-juin 1917, fin 1917, avril 1918<sup>1</sup>. Les jeunes et les femmes, embauchés en grand nombre dans la production de guerre, étaient parmi les plus ardents. Peu à peu, les grèves ne se déclenchaient pas seulement pour les revendications, elles étaient ouvertement dirigées contre la guerre.

En même temps, au front, en mai 1917, des régiments entiers se mutinaient. Les nouvelles des grèves soulevaient les soldats, le soulèvement des soldats développait à son tour de nouvelles grèves dans les usines.

Les dirigeants socialistes, discrédités par leur «Union Sacrée», ne parvenaient pas à empêcher les grèves. Les dirigeants-

---

<sup>1</sup> Voir l'article d'André MARTY : *La révolte de la mer Noire et l'action de la classe ouvrière*, dans la revue syndicale *servir la France*, mars 1950, pages 11 à 13 : *L'action des travailleurs en France*. A noter qu'il était de même en Allemagne.

traîtres de la C.G.T., comme Jouhaux, parvenaient de plus en plus difficilement à les freiner.

D'autres allaient d'efforcer à leur tour de freiner ou de briser le mouvement contre la guerre. En 1915 était apparu dans le Parti socialiste un noyau d'opposants parlementaires, critiquant très modérément la direction du Parti socialiste ; ils prirent le nom de «Minoritaires » dans le Parti socialiste (Paul Faure) et dans la C.G.T. avec Merrheim et Dumoulin. Tout en soutenant la guerre, ils n'étaient pas avares de phrases pacifistes. Ils acquirent ainsi un peu de popularité. En 1918, ils allaient en user pour faire échouer à leur tour les grèves, ouvertement dirigées contre la guerre<sup>1</sup>.

Mais, en février 1917, un coup de tonnerre avait éclaté. En Russie, les travailleurs avaient abattu le tsarisme.

Peu après, avaient paru dans la presse les premières nouvelles sur les «Soviets », les conseils d'ouvriers et conseils de soldats. C'était l'exemple !

### *L'exemple à suivre*

Octobre 1917 apporta le renversement du régime capitaliste en terre soviétique. Le grand nom de Lénine apparut alors aux yeux de tous les peuples martyrisés comme le symbole de la victoire du prolétariat sur les égorgeurs. Plus encore : le nom de Lénine était lié indissolublement au décret solennel sur la paix, lancé le 8 novembre 1917 par le II<sup>e</sup> congrès des Soviets. Il appelait les gouvernements à faire la paix et les peuples à l'imposer si les gouvernements s'y opposaient.

Dès lors, le souffle de la Révolution victorieuse en Russie domine tout. Une idée a pénétré et pénètre chaque jour plus au sein de la classe ouvrière, au sein du peuple : l'exemple à suivre, c'est celui des Russes.

Trois courants se forment et vont converger autour du *«Comité pour la reprise des relations internationales »*, lancé par *La*

<sup>1</sup> En juillet 1918, Merrheim allait avouer au congrès de Clermont-Ferrand qu'il s'était refusé, à la fin de 1917 et en mars 1918, à la moindre propagande pour la paix, en un moment critique pour le gouvernement de guerre.

*Vie Ouvrière* en août 1915. Ils expriment l'influence de Lénine, qui est en Suisse. L'un entraîne d'anciens militants socialistes restés fidèles à l'esprit de lutte de classe, et qui sont revenus sur les positions fondamentales du socialisme ; le compagnon de Jules Guesde et de Paul Lafargue, Marcel Cachin, deviendra leur drapeau. En même temps, tout ce qu'il y a de meilleur dans le milieu syndical qui s'est regroupé, resserré, comprend qu'il faut changer quelque chose : ceux là sont derrière Pierre Semard, Raymond Péricat, Lucien Midol, Gaston Monmousseau, Richetta. Enfin, il y a les soldats et marins, les «morts en sursis » ; Henri Barbusse, Raymond Lefebvre et Paul Vaillant-Couturier en sont les grands animateurs.

Ils ont une base solide : la classe ouvrière de la région parisienne, et, à sa tête, les ouvriers de la métallurgie. Les traditions de la Commune s'étaient conservées vivaces jusqu'en 1914. Les prolétaires parisiens la reconnaissent d'instinct dans la grande Révolution soviétique.

Avec eux sont des noyaux ardents de travailleurs de toutes les régions industrielles de France, dressés contre la guerre et pour leur pain.

Et ce prolétariat est épaulé par les millions de paysans soldats qui, eux non plus, ne veulent pas du massacre.

### ***Contre le régime capitaliste et les traîtres à la classe ouvrière***

Le 11 novembre 1918, la joie explose : c'est l'armistice, la fin de l'effroyable massacre.

Partout on déclare, dans les usines, dans les régiments et sur les navires : maintenant, on va régler les comptes avec les profiteurs de guerre et avec leurs fidèles larbins, les chefs du Parti socialiste et les dirigeants de la C.G.T.

La haine est intense contre ceux qui ont conduit et soutenu le massacre général durant 52 mois.

Presqu'aussitôt, une action formidable se développe pour les salaires et les huit heures, la démobilisation immédiate et la suppression des mesures de dictature militaire.

Or, au même moment, le gouvernement annonce le blocus de la Russie soviétique. C'est la politique dite «du fil de fer barbelé » qui veut isoler le pays des Soviets et entraîner la chute des Bolchéviks (déclaration de Clémenceau, président du Conseil). Dès lors, il n'y a pas une manifestation ouvrière, pas une grève, qui n'ajoute à ses revendications la solidarité avec l'Union Soviétique, solidarité sans réserve avec le pays dont les travailleurs ont renversé le capitalisme et qui a déclaré la paix au monde.

Les travailleurs ne savaient pas encore, en cette fin de 1918 et en ce début de 1919, que le gouvernement français jetait la France dans une nouvelle guerre. Ils ignoraient que des troupes françaises avaient déjà débarqué à Odessa et en Crimée, comme à Mourmansk et à Vladivostok.

Mais les soldats et les marins jetés là-bas connaissaient ou apprenaient par mille moyens le grandiose mouvement ouvrier et populaire qui montait en France contre les responsables de la guerre et leurs larbins «socialistes ».

### *Pas de guerre aux Soviets*

Ils apprirent bientôt qu'en France les travailleurs, informés par la campagne de *L'Humanité* et surtout par les interventions de Marcel Cachin à la chambre (24 mars 1919), se levaient et manifestaient sous le mot d'ordre : « *Pas d'intervention militaire en Russie.* »

Le souffle de la Révolution socialiste victorieuse ne tarda pas à les imprégner. Les explications claires et les mots d'ordres précis des Bolchéviks arrivaient aussi parmi des hommes qui étaient déjà exaspérés de la guerre et dressés contre les gouvernants<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> « *On vous dit que nous sommes des criminels. Est-on criminel en défendant les ouvriers contre les capitalistes, les paysans contre les grands propriétaires, les pauvres contre les riches ? Nous sommes des amis, exigez votre rapatriement et, si on ne vous rapatrie pas, rapatriez-vous vous-mêmes, formez des soviets.* » (*La Révolte de la mer Noire*, chapitre IV.)

Ces explications permirent aux groupes d'action révolutionnaire qui s'étaient constitués pendant la guerre à bord des navires et dans les unités, de déclencher de puissantes actions collectives.

Commencés par le refus de marcher du 58<sup>e</sup> d'Infanterie le 2 février 1919 à Tiraspol, continués et élevés par la révolte des équipages des navires de guerre, les mouvements qu'on a appelés «la Révolte de la Mer Noire» allaient aboutir aux grandes heures de Toulon en juin 1919 : le refus des équipages de partir en Mer Noire se mêlant à une action de masse en ville des marins, des soldats et des ouvriers, cherchant à se transformer en mouvement insurrectionnel.

Ainsi, le mouvement de masse énorme en France en 1919 et 1920, né de la haine contre les responsables de la guerre dressait soldats et travailleurs à la fois contre le régime capitaliste et pour la solidarité avec la République des Soviets, pour l'arrêt de la nouvelle guerre.

### *Il faut reforger l'outil*

Or, que se passe-t-il ? Les traîtres «socialistes», qui ont jeté les travailleurs dans la guerre continuent. Les grandes grèves de 1920 sont brisées par les dirigeants syndicaux d'Union Sacrée, c'est à dire de collaboration de classe. La grande majorité des dirigeants socialistes, et avant tout la presque totalité des députés, déversent les calomnies les plus infâmes contre les grévistes et sur la Révolution socialiste victorieuse en Russie.

Mais au fur et à mesure que les démobilisés reviennent, les effectifs de la C.G.T. et ceux du Parti socialiste croissent rapidement.

On discute passionnément dans toutes les assemblées syndicales, dans toutes les sections socialistes. Partout domine l'idée : « Assez de massacre, nous n'en voulons plus. Et, pour cela, assez du régime capitaliste. »

Mais alors, une série de questions se pose aussitôt. Nous avons été trahis en 1914, nous avons été trahis en 1919, nous sommes trahis en 1920 par les mêmes hommes de la social-démocratie ou de l'anarcho-syndicalisme.

Or, les Russes ont réussi.

Pourquoi ?

Parce que, là-bas, ils n'ont pas mis les intérêts de la classe ouvrière au service de la classe dominante. Ils ont continué la lutte de classe.

Et voilà qu'apparaissent les premières brochures sur la Révolution russe, sur le système des Soviets. Voilà qu'apparaît (imprimé en Russie) le magistral ouvrage *L'Etat et la Révolution* de Lénine. Voilà que la nouvelle Internationale (l'Internationale Communiste), qui vient de se fonder le 2 mars 1919, démasque les mensonges de la démocratie bourgeoise. Elle montre pourquoi les Bolchéviks ont réussi : parce que leur parti est un Parti ouvrier d'un type nouveau. Il est un Parti dont la doctrine est le marxisme, mais le marxisme vivant et non pas le dogme, le cliché.

Surtout, le Parti bolchévik est un Parti dans lequel les actes correspondent aux paroles<sup>1</sup>, un Parti qui rejette le bavardage révolutionnaire des socialistes et des anarcho-sindicalistes remplaçant l'acte.

C'est ainsi que se préparait le congrès qui devait fixer la nouvelle orientation de l'ancien Parti socialiste unifié.

Le retour de Marcel Cachin du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (juillet 1920), ses comptes rendus dans tout le pays, furent la base essentielle qui allait réunir en un seul front gigantesque les rescapés du grand massacre.

Il est difficile de se faire une idée de la passion qui animait les anciennes sections socialistes, les syndicats ouvriers et les réunions publiques en 1920.

On parlait des faits : le massacre, la trahison des dirigeants de 1914 à 1918 ; les grèves révolutionnaires et les nouvelles trahisons en 1919-1920.

De toutes les discussions surgissaient des majorités accrues pour la III<sup>e</sup> internationale, c'est à dire, pour la doctrine et les méthodes d'organisation du Parti qui avait assuré le succès aux travailleurs russes.

---

<sup>1</sup> STALINE : *Lénine, organisateur et chef du Parti Communiste de Russie*



## *Dans le creuset de tours (1920)*

Voilà donc comment s'ouvrit le Congrès de Tours.

D'un côté les anciens politiciens social-démocrates, les messieurs habitués à une existence petite-bourgeoise, aux palabres de la tribune parlementaire.

De l'autre, les ouvriers, les paysans, tous ceux qui étaient sortis vivants de l'enfer de la guerre, tous ceux qui avaient connu dans les usines et dans les puits de mines la surexploitation et la mort.

Les premiers ne demandaient qu'une chose : reprendre leur petite vie tranquille en dupant les travailleurs à coups de grandes phrases. Les autres, ceux de la III<sup>e</sup> Internationale, étaient contre les nouvelles guerres impérialistes dont on parlait déjà et contre le chauvinisme. Ils étaient contre la collaboration de classe qui permet aux ennemis de la classe ouvrière de la mieux exploiter et de la tenir à perpétuité en esclavage.

Le délégué de la Dordogne déclarait :

*« Je dois vous dire que c'est à la quasi-unanimité que nous avons été à la Troisième Internationale, et voici pourquoi : C'est parce que nous sommes littéralement fourbus du socialisme de guerre, du socialisme grignoteur, du socialisme aux mains propres. »*

Vaillant-Couturier, l'ancien combattant précisait :

*« J'ai le regret de constater que la collaboration socialiste s'est affirmée pendant la guerre par le ministérialisme. Enter cette conception ministérialiste et réformiste et la conception qui allait sortir de la guerre, il y avait un fossé toujours plus profond où s'entassaient les camarades qui tombaient avec la complicité non pas seulement des ministérialistes, mais de ceux qui votaient jusqu'à la fin les crédits de guerre. »*

Le délégué du Vaucluse lançait :

*« Nous sommes pour la Troisième Internationale parce qu'elle condamne le réformisme. Parqu'elle*

*condamne ce passé dont nous rougissons, le passé du socialisme de guerre... Nous avons la conviction que la Révolution russe entraîne les masses prolétariennes. Les socialistes de droite peuvent se coaliser avec la bourgeoisie, ils n'arrêteront pas le règne de la Révolution russe. Le Parti socialiste français doit marcher dans la voie qui lui a été tracée à Moscou ».*

Comme il l'avait fait dans tout le pays, Marcel Cachin exposa devant le Congrès passionnément attentif ce qu'il avait vu au pays des Soviets :

*« Nous avons assisté à un spectacle qui devait nous émouvoir jusque dans nos fibres les plus intimes de socialistes chevronnés. C'est celui d'un grand pays, le plus grand de l'Europe, radicalement débarrassé de toute bourgeoisie, de tout capitalisme, dirigé uniquement par les représentants de la classe ouvrière et de la paysannerie...*

*Les seuls qui, à l'heure actuelle, poursuivent une politique de bataille et de guerre, ce ne sont pas les Bolchéviks, ce sont nos militaristes français, c'est la réaction internationale dont ils sont l'élément le plus actif et le plus pernicieux...*

*Nos métallurgistes et nos financiers, enrichis par la catastrophe, prennent des intérêts dans toutes les entreprises de tous les pays d'Europe et d'Asie. Ils ne prennent pas la peine de dissimuler leurs desseins de rapines et de mise en exploitation du monde. Et comme ils ne peuvent manquer de se heurter aux intérêts antagonistes de leurs concurrents, c'est la guerre qui se prépare à la vue des peuples...*

*En face de ces préparatifs permanents de conflits, est-ce que le Parti des travailleurs va déclarer, une fois de plus, qu'il s'inclinera sans protester et qu'il obéira comme en 1914 aux appels de la bourgeoisie ? »*

C'est dans ces conditions que Léon Blum, ennemi acharné de l'adhésion à l'Internationale communiste, vint déclarer à la

tribune qu'en régime capitaliste «le refus l'abstention de la défense nationale ne sont pas un devoir absolu et inconditionné pour les socialistes ».

Daniel Renoult, vieux compagnon de Jaurès, dénonça dans ces paroles de Blum «*au milieu de la situation actuelle et du débordement impérialiste, une véritable provocation* ».

Le fond de la position des opportunistes, adversaires avoués de la Troisième Internationale comme Blum, ou prétendus «reconstructeurs », (les centristes) comme Paul Faure, c'était de rester à la remorque de la bourgeoisie. C'était le social-chauvinisme pour la suivre dans ses guerres impérialistes, le social-pacifisme pour faire confiance aux phrases d'un Wilson, président des Etats-Unis, dissimulant simplement les appétits impérialistes.

Marcel Sembat, ami de Blum, et ancien ministre du gouvernement de guerre, proclame même au Congrès :

*« Voici aujourd'hui que dans un grand pays nous voyons tout à coup se dresser en maître le socialisme révolutionnaire. Je comprends donc très bien que ce pôle – Moscou- vous attire ! Mais en face de Moscou, il y en a un autre, qui est certainement moins brillant, moins attirant, mais qui, tout de même, nous attire mes amis et moi : c'est l'Angleterre, c'est Londres ! »*

Contre ces individus infâmes ; le Congrès de Tours allait être soulevé d'enthousiasme lorsque apparut à la tribune la vieille révolutionnaire allemande Clara Zetkin, déléguée du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

*« Les contre-révolutionnaires de tous les pays, proclama-t-elle guidés par les impérialistes français, préparent une nouvelle série de guerres contre la Russie révolutionnaire. Les prolétaires de tous les pays, avec tous les moyens à leur portée, avec des moyens légaux et illégaux s'il le faut, doivent défendre la Révolution russe ; ils défendent en même temps leur Révolution à eux. »*

Mais, avait montré Clara Zetkin, pour que les prolétaires français puissent constituer leur Parti révolutionnaire,

***« Il faut briser avec le passé, avec la politique réformiste, opportuniste, des majoritaires et centristes, avec leur phraséologie et leur idéologie opportuniste et contre-révolutionnaire, phraséologie des social-patriotes d'un côté et social-pacifistes de l'autre. »***

C'est ainsi que le Congrès de Tours, en adoptant à la majorité des deux tiers les conceptions de l'Internationale Communiste, brisa avec le passé de corruption de la social-démocratie. Désormais, la question, pour notre Parti, allait être de mettre les actes en accord avec les paroles. Car, ainsi que l'avait annoncé un délégué des Pyrénées-Orientales : *« Il y en a qui, en paroles, accepteront tout, mais qui, dans l'action pratique, à la première occasion, y failliront. »* C'est dans le feu de l'action contre les impérialistes fauteurs de guerre, qui notre Parti allait se forger.

### ***Solidaires de l'Union Soviétique***

Dès le lendemain de sa fondation, le Parti Communiste allait progressivement jeter toutes ses forces dans la lutte pour arracher au bagne les condamnés de la Révolte de la mer Noire.

Dans cette campagne ardente, commencée en 1919, le jeune Parti Communiste allait faire pénétrer dans toutes les usines et dans les plus petits villages de France, l'idée simple de la solidarité absolue avec l'Union Soviétique.

Il défendait ainsi effectivement le pays où les travailleurs sont au pouvoir, le grand pays des Soviets, à un moment où la situation y était si terrible par suite du blocus impérialiste.

Vingt et une années plus tard, la puissante Union Soviétique, en écrasant et en détruisant la monstrueuse machine de guerre fasciste allemande, montrait que le Parti Communiste Français avait eu raison de proclamer dès sa constitution, la solidarité totale du prolétariat et du peuple français envers le pays qui s'est libéré des chaînes capitalistes.

## II

### LA PREMIERE GRANDE EPREUVE (1923 : la Ruhr)

Dès sa fondation, la question allemande allait mettre à l'épreuve notre jeune Parti.

Déjà, pendant la guerre, l'avant-garde du prolétariat français avait combattu violemment le chauvinisme.

Le nom de Karl Liebknecht, député socialiste allemand, qui avait seul voté contre les crédits de guerre, était populaire dans les tranchées et les usines, dès 1917. Barbusse le note dans *«Le Feu»*.

Lorsque l'armistice fut signé le 11 novembre 1918, les travailleurs français savaient pourquoi : la révolution avait commencé en Allemagne par la révolte des marins, puis des ouvriers. La ligue de Spartacus dirigeait la lutte<sup>1</sup>. Les soldats français prisonniers de guerre, libérés des camps par les conseils d'ouvriers et les conseils de soldats, apportèrent en France la nouvelle de la révolution qui balayait les gouvernements réactionnaires en Allemagne.

De leur côté, les prolétaires de Vienne, en armes, tenaient la capitale de l'Autriche. Les Soviets étaient proclamés en Bavière, puis en Hongrie. Toute l'Europe était en état de crise révolutionnaire.

### *Contre «le gendarme de l'Europe»*

Mais au même moment, la bourgeoisie française avait aidé les impérialistes allemands à sauver leur régime. A la demande du gouvernement socialiste Scheidemann-Noske, le gouvernement français et le maréchal Foch avaient rendu 18.000 mitrailleuses aux unités de l'ancienne armée allemande reconstituée pour écraser la Révolution prolétarienne.

---

<sup>1</sup> SPARTACUS avait été le pseudonyme de LIEBKNECHT pendant son emprisonnement.

La bourgeoisie française, était bien le gendarme contre-révolutionnaire de l'Europe<sup>2</sup>.

Et ceci pour le compte de l'Angleterre et de l'Amérique, qui tenaient la France sous leur dépendance financière.

Le traité de Versailles établissait la domination des impérialistes français, anglais et américains dans le monde, et en particulier en Allemagne. Notre Parti le dénonçait comme portant les germes d'une nouvelle guerre.

En effet, d'abord l'écrasement du prolétariat allemand préparait l'écrasement du prolétariat français. En outre, l'asservissement du peuple allemand faciliterait en Allemagne la campagne chauvine et revancharde, c'est à dire créerait déjà les germes d'une nouvelle guerre.

Les communistes proclameraient que seule l'action solidaire de la classe ouvrière française et du prolétariat allemand contre leurs gouvernants impérialistes pouvait assurer la paix entre nos deux pays.

Clara Zetkin l'avait proclamé au Congrès de Tours :

*« C'est seulement la main gigantesque du prolétariat révolutionnaire, soit en France, soit en Allemagne, qui annihilera ce traité (le traité de Versailles) et fera un pacte d'humanité, de fraternité et de solidarité révolutionnaire entre les deux peuples. »*

### ***Pourquoi l'occupation de la Ruhr***

Le gouvernement Poincaré prétendait mener à l'égard de l'Allemagne une politique de «sanctions». Sous prétexte d'un retard dans le paiement des réparations, il menaçait d'occuper militairement la Ruhr. La bourgeoisie française et les dirigeants socialistes à la Blum et à la Paul Faure disaient qu'il s'agissait de «rétablir la loyauté en matière de contrats internationaux» en obligeant l'Allemagne à appliquer le traité de Versailles.

---

<sup>2</sup> Proclamé par BRIAND lui-même, à la conférence de Washington !

En réalité, il s'agissait de tout autre chose. Notre Parti était le seul à l'expliquer.

Le Comité des Forges était le grand vainqueur de la guerre. Aux 22 millions de tonnes de fer dont il disposait en Meurthe-et-Moselle étaient venus s'ajouter après l'armistice les 21 millions de tonnes de la Lorraine ci-devant allemande. Avec ces 43 millions de tonnes, le Comité des Forges pouvait être le maître de l'acier en Europe occidentale. A une double condition : d'abord qu'il reçut de la Ruhr assez de coke pour transformer en fonte et en acier son minerai de fer de Lorraine, et, d'autre part, qu'il put trouver les débouchés à cette production.

Cela impliquait une collaboration Lorraine-Ruhr (un kombinat) que les dirigeants du Comité des Forges avaient cru avoir imposé à l'Allemagne par le *modus vivendi* du 7 mai 1919.

Comme l'expliquait le camarade Ker, secrétaire de notre Parti :

*« La France dispose du charbon de la Sarre, elle contrôle les mines silésiennes ; si elle tenait encore le charbon de la Ruhr, elle dominerait toute la vie économique du Reich et pourrait intensifier sa pénétration dans l'Europe centrale et orientale.*

*Or un obstacle se dresse devant l'expansionnisme français : c'est l'impérialisme anglais. Etablie dans la Ruhr, la France deviendrait sur le continent la plus redoutable rivale de l'Angleterre et ravirait à celle-ci l'hégémonie du charbon et du fer. »*

**(A. Ker. La liquidation du traité de Versailles.)**

Les maîtres de forges allemands étaient donc sollicités en sens inverse par le Comité des Forges de France et par les impérialistes anglais. Pour imposer le bloc capitaliste franco-allemand, il fallait occuper militairement la Ruhr. Le but était d'amener Krupp et Thyssen à organiser la commune exploitation des prolétaires allemands sous la surveillance des travailleurs français habillés en soldats.

*« C'est bien, écrivait L'Humanité, le 15 décembre 1922, pour les hauts-fourneaux que le gouvernement nous conduit à la politique d'occupation ouverte et déguisée de la Ruhr. »*

Ce n'était pas, comme on l'écrivait, un conflit entre nationalistes français et nationalistes allemands. La preuve c'est que dès l'armistice le gouvernement français avait aidé les impérialistes allemands à se maintenir au pouvoir contre la vague révolutionnaire.

Qui devait faire les frais de l'occupation de la Ruhr ? Le peuple allemand surexploité... et les travailleurs français eux-mêmes. Ceux-ci devaient d'abord payer – en argent et en hommes – l'envoi des troupes. Ils seraient ensuite jetés au chômage et à la misère par l'alignement sur la production allemande à bas prix et sur les bas salaires des ouvriers allemands.

Plus encore. Loin de protéger la «sécurité française» contre le danger allemand, cette politique préparait pour l'avenir les conditions d'une revanche impérialiste allemande contre la France.

En effet, le gouvernement Poincaré au service du Comité des Forges français se gardait bien de renverser les maîtres de forge allemands, seigneurs de guerre. Il est évident que MM. De Wendel branche française n'allaient pas léser MM. Von Wendel branche allemande ! Par contre, la politique de rapine contre les travailleurs allemands risquait de jeter des couches importantes de la population dans le camp des chauvins, des revanchards ultra-nationalistes. Elle allait donner une base au mouvement fasciste.

### ***Solidarité internationale des travailleurs*** **(La conférence d'Essen)**

Dès cette époque, avec une clairvoyance remarquable, le Parti Communiste Allemand et le Parti Communiste Français dénoncèrent ensemble le danger.

Mais les communistes ne se contentaient pas dénoncer le mal. Ils s'employaient à le combattre avec une vigueur exceptionnelle.

Déjà, lorsqu'en mai 1921 Poincaré avait rappelé sous les drapeaux la classe 21, notre Parti avait été le seul en France à dénoncer cette politique de guerre.



A la fin de 1922, le danger d'une occupation militaire était imminent. Il fallait agir.

Le 22 décembre 1922 sur l'initiative du Bureau confédéral de la C.G.T. Unitaire, un comité d'action fut constitué. Son premier communiqué parut le 27 décembre dans *l'Humanité*.

Il soulignait que l'occupation de la Ruhr pouvait renforcer le mouvement nationaliste allemand et augmenter les risques de guerre.

Il faisait appel à la fois aux ouvriers français et aux ouvriers allemands.

Et pour qu'on ne pût reprocher au comité d'action de se cantonner dans une position stérile et négative, un programme était élaboré ; il tendait à favoriser une entente avec le peuple d'une Allemagne démocratique, d'où les forces de réaction auraient été extirpées, et une alliance des deux pays avec l'Union Soviétique.

Ce plan d'action pour la paix fut exposé dans un grand meeting à la Grange-aux-Belles, le 3 janvier 1923, notamment par Marcel Cachin pour le Parti Communiste, Semard et Monmousseau pour la C.G.T. Unitaire.

Une déléguée du Comité Central du Parti Communiste Allemand vint y témoigner la solidarité totale des travailleurs révolutionnaires d'Outre-Rhin.

Devant le danger de guerre, l'action commune des travailleurs français et allemands s'imposait.

Le 5 janvier 1923, une délégation quittait Paris pour assister à une conférence spéciale à Essen, avec les représentants du Parti Communiste Allemand et des délégués des Partis communistes de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Hollande et de Tchécoslovaquie.

La délégation du Parti Communiste Français était dirigée par Marcel Cachin et Ker, celle de la C.G.T.U. par Pierre Semard et Gaston Monmousseau.

La conférence commencée le 7 janvier, aboutit à la publication d'un manifeste publié dans *l'Humanité* du 10.

Le manifeste déclarait :

**« Aux peuples travailleurs,  
des Etats de l'Entente  
et des pays vaincus »**

... Peuples ouvriers d'Europe, l'occupation de la Ruhr signifie une guerre nouvelle, même si du côté allemand ne se trouve pas une force armée prête à la résistance : elle accentuera les antagonismes entre les différents Etats, elle exaspérera et enflammera les passions nationalistes. Des deux côtés de la frontière, elle va déchaîner la réaction la plus extrémiste et frayer la route à toutes les formes du fascisme. Elle crée de nouveaux germes de guerre internationale.

**Travailleurs,**

vous seuls pouvez vous opposer au danger menaçant... et cela ne vous sera possible que si, par-dessus les frontières, vous formez un front défensif commun et vous opposez à l'offensive unie de la bourgeoisie, une défensive unie des masses laborieuses fraternellement alliées.

... Unissez-vous pour rejeter toutes les charges de la guerre et tous les frais de la reconstruction économique sur les épaules des capitalistes, les vrais coupables de la guerre...

### **TRAVAILLEURS ALLEMANDS**

Votre ennemi n'est ni le soldat, ni l'ouvrier, ni le petit paysan français qui, comme vous, sont des exploités et des victimes de la bourgeoisie. Votre ennemi commun, c'est le capitalisme allemand et le capitalisme français.

Votre devoir urgent, c'est la lutte contre la bourgeoisie de votre pays, qu'elle soit aryenne ou juive. Vos bourgeois sont en ce moment même occupés à réaliser leur entente de classe avec leurs frères de France pour le partage du butin, pour museler partout le prolétariat.

... Opposez au nationalisme phraseur des soi-disant nationaux-socialistes et de leurs alliés des partis teutons la solidarité internationale et la lutte en commun de tous les travailleurs contre la bourgeoisie internationale...

**MASSES LABORIEUSES DE TOUS LES PAYS !**

**Forcez aujourd'hui même tous les chefs, même ceux qui ont jusqu'alors soutenu leur bourgeoisie, à lutter contre les capitalistes et à ne pas s'opposer à la formation du front unique du prolétariat en bataille.**

**TRAVAILLEURS !**

**Le danger qui vous menace est imminent et gigantesque. L'heure presse. A l'œuvre, au combat, pour la défense commune.**

**Essen, 7 janvier 1923.**

**Parti Communiste Français,  
C.G.T.U.  
Partis Communistes Allemand, Belge,  
Anglais, Italien, Tchéco-Slovaque,  
Hollandais.**

Tel fut le manifeste, éclatant, magnifique. Marcel Cachin a pu écrire récemment : « *Aujourd'hui encore nous le signerions sans en modifier ni l'esprit ni les termes* ».

Mais la délégation française ne se bornera pas à élaborer le manifeste. Dans la soirée même du 7 janvier, un meeting rassemblait à Essen plus de 10.000 travailleurs. Marcel Cachin, Ker et Monmousseau y prirent la parole, accueillis avec un enthousiasme frénétique. Le même jour, Pierre Semard avait pris la parole dans l'important centre métallurgique de Duisbourg. Le 8 janvier, Marcel Cachin prenait la parole à Francfort, le 9 à Stuttgart, tandis que Semard le faisait à Cologne.

Au même moment, la campagne prenait une ampleur croissante en France sous les efforts conjugués du Parti Communiste, de la C.G.T. Unitaire et de la Fédération des Jeunesses Communistes impulsée vigoureusement par Gabriel Péri. Les meetings se succédaient tandis qu'affiches et tracts apparaissaient partout.

## *Le coup de force*

Nos avertissements étaient justifiés.

Le 10 janvier, sous prétexte de protéger une cinquantaine d'ingénieurs, 50.000 soldats français et belges occupaient la Ruhr.

Cette politique de rapine s'accompagnait naturellement d'un coup de force contre la classe ouvrière française : le même jour des arrestations et des perquisitions en masse commençaient à Paris !

Poincaré faisait perquisitionner *L'Humanité* et la C.G.T.U.

Il faisait arrêter Pierre Semard, secrétaire de la Fédération Unitaire des Cheminots, Monmousseau, Casals, secrétaire de la C.G.T.U., Jacob, secrétaire de la Fédération Unitaire du textile, Gourdeaux, Marrane, du Bureau Politique du Parti Communiste, et Lartigue, des P.T.T., Massot, secrétaire des Métaux de la Seine, etc.

C'est alors que Vaillant-Couturier écrivit le 11 son article fameux sous le titre « *Guerre de classe !* » :

*« Quelle belle canaillerie ! On arrête en masse !  
Vive Daudet de la Dauderrière !*

*C'est une formidable épopée d'exploitation des peuples que le Comité des Forges prépare avec la complicité désormais acquise des grands industriels allemands...*

*Quelle ironie ! M. Poincaré – Poincaré-tue-boche-à-Bordeaux – valet de la politique conjuguée du Comité des Forges, de M. Stinnes et d'Arnold Rechberg, « porte-parole de Ludendorff » !...*

*A chacun ses Boches.*

*A nous, les pauvres bougres, les travailleurs, les éternelles victimes du régime.*

*A M. Poincaré, les grands industriels et les généraux d'Outre-Rhin, assassins de quinze cent mille Français ! »*

Ainsi, la répression ne faisait pas reculer notre Parti !

Marcel Cachin, couvert par son immunité parlementaire, n'était pas encore arrêté : il en profitait pour attaquer vigoureusement la politique de guerre des impérialistes français.

Le 18 janvier, sa levée d'immunité parlementaire était votée par 371 voix contre 143.

Deux jours après, le 20 janvier, Marcel Cachin était arrêté et rejoignait à la Santé Semard, Monmousseau et les autres militants inculpés de «complot contre la Sûreté de l'Etat » et de «tentative de démoralisation de l'Armée ». Dans l'intervalle, Gabriel Péri, secrétaire des Jeunesses Communistes, avait été arrêté pour «excitation de militaires à la désobéissance ».

Mais la campagne du Parti Communiste ne devait pas s'arrêter. Elle atteignit une ampleur extraordinaire.

### ***Frossard s'enfuit***

Ainsi devant un problème d'une extrême gravité, le Parti Communiste Français avait pris une position nette. Pour la première fois, après tellement de trahisons et surtout après celle du 2 août 1914, le prolétariat français, tous les honnêtes gens, voyaient devant eux un Parti qui mettait ses actes en conformité avec ses paroles.

C'est alors qu'on vit les corrompus se démasquer. A la veille des arrestations, Frossard démissionna du Parti.

Jusque-là, il avait toujours voté les décisions présentées. Mais, chaque fois, il avait eu recours à l'équivoque, traîné en longueur l'application des décisions adoptées et continué à mener double jeu.

A la première équivoque, il s'enfuyait !

Le *Bulletin Communiste* du 15 février 1923 pouvait écrire :

***« Le geste de Frossard est ce qu'il pouvait faire de mieux. Car s'il n'avait pas abandonné lui-même son poste, il en eut été destitué par le Parti pour lequel il n'était plus politiquement qu'un cadavre... »***

Une poignée de conseillers généraux et de maires prirent la fuite avec lui.

A grand fracas, Frossard et la poignée de renégats qui le suivirent se proclamèrent toujours communistes. Mais quelques semaines après, ils n'étaient plus que socialistes-communistes, puis socialistes. Vingt ans plus tard, Frossard et ses pareils ont fini

comme conseillers nationaux du traître Pétain, comme collaborateurs avec les bourreaux fascistes de la France !

### ***Notre honneur***

Si le gouvernement jetait nos militants en prison, c'était l'aveu qu'ils étaient dangereux pour sa politique de guerre.

Frossard avait déserté. Les restes des social-chauvins de 1914 avaient fui. Mais les prolétaires adhéraient en masse, et Henri Barbusse, symbolisant les millions de poilus démobilisés, les hommes du «*Feu*», donnait avec éclat son adhésion au Parti Communiste Français.

Le 11 février, le secrétariat de l'Internationale Communiste écrivait à Marcel Cachin :

***« Ainsi donc vous êtes au repos à la Santé beaucoup plus tôt qu'on ne pouvait s'y attendre. Vous, et les autres camarades emprisonnés avec vous, avez sauvé l'honneur du prolétariat français. Voter courageuse conduite a été hautement appréciée des communistes de tous les pays.***

***... Le mouvement ouvrier français entre enfin dans sa voie véritable. Tous vos amis russes, le camarade Lénine entre autres, vous envoient ainsi qu'à tous les autres camarades détenus avec vous leurs plus amicales salutations. »***

Ainsi, la première grande épreuve du Parti Communiste était subie avec succès.

Le courage et la fidélité d'un Marcel Cachin, d'un Pierre Semard, d'un Gaston Monmousseau<sup>1</sup>, qui n'était pas encore membre du Parti Communiste, avaient eu au sein de la classe ouvrière une énorme répercussion. Et la fermeté du jeune Gabriel Péri, secrétaire général des Jeunesses Communistes, enthousiasmait et groupait

---

<sup>1</sup> Gaston MONMOUSSEAU avait déjà été arrêté en 1920 sous l'inculpation de «*complot*» !

autour de cette organisation dynamique tout ce qu'il y avait de meilleur dans la jeunesse laborieuse.

### ***Une grande bataille***

L'arrestation des principaux dirigeants du Parti, de la C.G.T.U., des Jeunesses Communistes, leur inculpation pour «complot contre la sûreté extérieure de l'Etat », fut un argument de plus pour intensifier la campagne.

Jour après jour, *L'Humanité*, l'*Avant-Garde* des Jeunesses Communistes, la *Vie Ouvrière*, expliquaient, polémiquaient, dénonçaient les mensonges du gouvernement.

André Ker, devenu secrétaire général du Parti aussitôt après le départ de Frossard, publiait sa magnifique brochure : « *Le Comité des Forges et l'occupation de la Ruhr* ».

Au même moment, dans les mêmes conditions, le Parti Communiste Allemand menait une campagne identique contre Cuno, le président du Conseil de l'époque, et contre Krupp Von Bohlen, le Wendel allemand, l'homme du cartel de l'acier.

A la tribune du Reichstag, la grande militante Clara Zetkin, camarade de lutte de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg, et de Wilhelm Pieck, dénonçait avec passion les dangers de la campagne nationaliste en Allemagne <sup>1</sup>:

***« A nos yeux, il n'y a qu'un seul moyen pour venir à bout de l'impérialisme de l'Entente, c'est de mener avec la même force et la même énergie la bataille contre lui et contre son acolyte le capitalisme allemand...***

***La bataille contre Stinnes aussi bien que contre Schneider du Creusot, la bataille contre Poincaré, comme contre Cuno. Car tous, sans exception, sont les représentants du même capitalisme. »***

« *Contre Cuno et Poincaré* » était le mot d'ordre commun des communistes allemands et français. Ainsi, pour la première fois, notre Parti appliquait la grande directive des Bolchéviks dans

---

<sup>1</sup> Discours du 7 mars 1923

l'ancienne Russie tzariste, et celle que proclamait Karl Liebknecht<sup>1</sup>, le 1<sup>er</sup> mai 1916, sur la Potsdamerplatz : « *Notre ennemi est chez nous. A bas la guerre ! A bas le gouvernement !* »

La campagne en France, atteignit une ampleur considérable. Les meetings succédaient aux meetings, tandis que, dans les assemblées du Parti, la passion d'action contre la guerre dominait tout. Elle devait balayer les quelques politiciens en mal de mandat qui avaient suivi Frossard. En moins d'un mois, il furent complètement isolés ; peu après, ils allaient reprendre la vieille route de la trahison en rentrant dans le Parti social-démocrate, le Parti socialiste de... Paul Faure !

### ***Le condamné, c'est Poincaré***

Les attaques incessantes de la presse bourgeoise et du gouvernement contre les inculpés du complot n'eurent qu'un résultat : aider à développer l'action à la fois contre l'occupation de la Ruhr, contre le gouvernement de Poincaré-la-guerre et pour la libération immédiate des inculpés.

L'accusation reprenait la vieille calomnie du complot avec participation de «l'or de l'étranger». Et, comme l'accusation était bien frêle, le Ministère de l'Intérieur et le 2<sup>e</sup> Bureau fabriquèrent un document «trouvé», qui devait prendre le nom de «faux de Hambourg».

Les inculpés eux-mêmes répondaient et démolissaient l'acte d'accusation. Déjà, le 18 janvier, devant la Chambre des députés discutant de sa levée d'immunité, Marcel Cachin avait revendiqué hautement la responsabilité du manifeste d'Essen :

***« Je n'ai nullement l'intention de me livrer ici, déclara-t-il, à la défense de mes camarades du Comité d'action ni à la mienne. Nous n'avons nul besoin de défense, n'étant en aucune façon coupables.***

***La responsabilité des actes que nous venons d'accomplir, nous la prenons intégralement... »***

---

<sup>1</sup> Député mobilisé, il était soldat de 2<sup>e</sup> classe en permission



Après avoir lu le manifeste d'Essen qui réfutait par avance les accusations des faussaires de la police et du 2<sup>e</sup> Bureau, Marcel Cachin terminait :

***« Pour les carburiers, les sucriers, les pétroliers, les acheteurs de stocks, les concussionnaires, les politiciens compromis dans des affaires louches, pour les coquins, les voleurs, la justice réclame un délai de plusieurs années et laisse tomber dans un oubli tutélaire les scandales qui, un moment, émurent l'opinion. Mais pour des communistes, jugés coupables de délit d'idées, pour des adversaires politiques dont on veut se débarrasser à tout prix, l'appareil de la justice doit être mis en mouvement sans retard.***

***Nous avons l'audace de nous adresser de toutes nos forces contre les menaces de guerre qui s'accumulent ; le ministère alors se presse ; et il exige que, tout de suite, la prison ouvre ses portes devant nous. »***

Dans toute la France, cette courageuse attitude suscitait les énergies, le Parti se renforçait de nouveaux adhérents ; pour un lâche qui fuyait avec Frossard, mille nouveaux lutteurs le remplaçaient.

Jour par jour, *L'Humanité* attaquait. Déjà, dès le premier contact des inculpés avec le juge Jousselin, elle prouvait que 14 documents de l'accusation étaient fabriqués. Et le «faux de Hambourg » fut relevé et dénoncé.

Grâce à l'ardente campagne du Parti, l'émotion était telle que les conseillers généraux, au cours de leur session d'avril-mai 1923, avaient manifesté leur inquiétude devant la répression de Poincaré. Le conseil général de la Charente et celui de l'Hérault avaient réclamé à l'unanimité la libération immédiate de Marcel Cachin et de tous les inculpés.

Devant cette campagne, tous les inculpés étaient mis en liberté provisoire le 7 mai, sauf Gabriel Péri et le député communiste allemand Hoellein.

Le même jour, un décret du président de la République Millerand constituait le Sénat en Cour de Justice (la Haute Cour) pour statuer sur «les faits d'attentat à la sûreté intérieure et extérieure

de l'Etat », relevés à la charge de Marcel Cachin, Pierre Semard, Gaston Monmousseau, Georges Marraine, Henri Gourdeaux, Casals, etc...

Le 24 mai, le procureur général Lescouvé prononçait son réquisitoire devant le Sénat. Il dura sept heures.

Il était suivi attentivement par Marcel Cachin et Vaillant-Couturier, dans la tribune réservée aux députés.

Après le réquisitoire, le Sénat se réunit en comité secret. Au bout de deux heures de discussion, par 145 voix contre 104, il rejetait le réquisitoire gouvernemental !

Le lendemain, 25 mai, *L'Humanité* annonçait : « *Le condamné par la Haute-Cour s'appelle Poincaré du Comité des Forges.* »

### ***Sur le front de la bataille de la Ruhr***

Mais c'est dans la Ruhr, occupée militairement, placée sous la dictature militaire, que se livra la grande bataille.

Le danger était sérieux. Les organisations nationalistes allemandes, appuyés par le gouvernement allemand, développaient la «résistance passive». Puis les organisations secrètes d'où allait sortir le national-socialisme hitlérien, passèrent aux attentats. « *Mais, tout en déclamant contre la République française, les terroristes en veulent surtout à la République allemande.* » (BAUMONT, *La faillite de la paix 1918-1939*, page 272.)

Déjà, des collisions armées se produisaient. Le 31 mars aux usines Krupp, à Essen, un détachement français ouvrait le feu sur des ouvriers allemands. Il y eut 13 morts et 30 blessés.

L'action ardente du Parti Communiste français, et des Jeunesses Communistes françaises, du Parti Communiste allemand, et des Jeunesses Communistes allemandes, fut magnifique.

D'abord, les mêmes tracts, les mêmes journaux, les mêmes affiches étaient répandus en français et en allemand, parmi les soldats français et parmi les travailleurs allemands. On y dénonçait l'ennemi, le seul : Cuno et Poincaré, Krupp et de Wendel. Face à eux, les soldats français et les ouvriers allemands étaient appelés à fraterniser.

Dans la Ruhr, dans toute la zone d'occupation, dans toutes les grandes villes de France circulaient les appels du Comité d'action :

**« SOLDATS ! COMME LES MARINS DE LA MER NOIRE ET LES SOLDARS D'UKRAINE, FRATERNISEZ ! »**

**« Soldats ! Les capitalistes français et les capitalistes allemands sont d'accord.**

**« Vous, travailleurs sous l'uniforme, soyez solidaires de vos frères les travailleurs allemands. »**

Et comme les soldats avaient été imprégnés, avant leur appel à l'armée, par la grande campagne pour la libération des marins de la Mer Noire qui s'étendit jusqu'à la fin de 1923, ils étaient déjà éclairés.

C'est pour cela que la grande majorité des soldats français, à leur arrivée dans la Ruhr, ne manifestaient aucune hostilité à l'encontre des travailleurs allemands. Dès le mois de février, le commandement multipliait les mises en garde contre les actes de fraternisation.

Le 1<sup>er</sup> mai avait été un jour de solidarité internationale des travailleurs français et des travailleurs allemands.

Et la fraternisation commença. A la tribune du Reichstag, le 7 juin 1923, le député communiste allemand Walter Stoecker, déclarait :

**« A Gelsenkirchen, les soldats français ont fait cause commune avec nos ouvriers allemands et les ont aidés à chasser et à abattre les fascistes, qui s'intitulent national-socialistes. » (les hitlériens.) »**

Les soldats français aidaient les ouvriers à se ravitailler.

A Wembel, un ouvrier allemand fut tué par la police bleue pour avoir fraternisé avec les soldats français. Ces soldats se cotisèrent pour lui offrir une couronne et donner un secours à sa veuve.

En revanche, à Dortmund, au début de décembre, un détachement du 31<sup>e</sup> d'Infanterie protégea les ouvriers contre la police bleue.

On ne comptait plus les actes de fraternisation entre les soldats français et ouvriers allemands. En novembre 1923, ils manifestèrent contre le ministère de la Guerre, Maginot, en tournée d'inspection.

A Neustadt, le 28<sup>e</sup> Tirailleurs Algériens refusa de tirer sur des chômeurs qui avait envahi l'Hôtel de Ville.

De premières mutineries commencèrent à la fin de 1923.

Les perquisitions, les arrestations se multiplièrent. Et le 3 juin 1924, s'ouvrit le premier procès de Mayence, où furent jugés par le tribunal militaire Henri Lozeray, délégué de la Fédération des Jeunesses Communistes dans la Ruhr, quatre sous-officiers et soldats français, Hardouin, Lemire, Lingat et Baptiste, et onze civils allemands, dont deux femmes.

C'est au cours de ce procès que le maréchal des logis d'artillerie Hardouin lança cette fière réponse au colonel président qui lui demandait :

*« Mais, vous êtes sous-officier ?*

*- Oui. Mais je suis d'abord un ouvrier. »*

Lozeray fut frappé de dix ans de prison ; Hardouin, Lemire et Lingat, de deux ans. Mais cela n'arrêta rien. Tant que dura l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie, la campagne continue.

Les procès se succédèrent entre 1923 et 1927.

Le dernier procès de Mayence se tint les 19 et 20 mai 1927. Trois sous-officiers et soldats y furent encore jugés ; le caporal Waldeck L'Huiller du 42<sup>e</sup> Génie, Bethelot et Roger Raymond. Le premier fut condamné à deux ans pour «excitation des militaires à la désobéissance »

Mais partout cette idée simple :

*Les capitalistes fraternisent eux aussi autour des tables des conseils d'administration. Mais jamais personne n'inquiète Théodore Laurent du Comité des Forges, et François Poncet, pour leur participation au conseil d'administration de Forges de Dillingen en compagnie de Son Excellence Conrad von Schubert, et du lieutenant-colonel Schwind von Schwind.*

***On n'inquiète pas non plus M. Dreux, ex-président du Comité des Forges, qui partage les dividendes de la Société de Voelklingen avec le capitaine Riesling, etc.***<sup>1</sup>.

Et rien ne put arrêter la campagne de fraternisation entre les soldats et les travailleurs.

### ***Les vrais patriotes***

Aujourd'hui avec le recul des temps, la campagne de 1923 contre l'occupation de la Ruhr apparaît comme entièrement justifiée.

Non seulement parce qu'elle avait bien exprimé la solidarité internationale des ouvriers.

Mais parce qu'elle avait aussi bien défendu les intérêts de la Nation, les intérêts de la France.

Le Parti Communiste Français avait déclaré que l'occupation de la Ruhr allait aggraver les charges qui pesaient sur les travailleurs de France. Les événements nous ont donné raison par l'augmentation des charges financières sur les travailleurs et sur les classes moyennes.

Mais le Parti Communiste Français avait également souligné que la première conséquence de l'occupation militaire de la Ruhr serait d'aider les revanchards d'Allemagne, les nationaux-fascistes.

Déjà, Ludendorff, ancien commandant en chef des armées allemandes, avait écrit, le 26 janvier 1923 :

***« L'invasion de la Ruhr a ranimé l'esprit national et fait reculer les marxistes. Nous devons nous en réjouir. »***

Mais surtout, Hitler lui-même a écrit dans *Mein Kampf* :

***« Par l'occupation de la Ruhr, le destin tendait encore une fois la main au peuple allemand pour l'aider à se relever. Car ce qui, au premier aspect, semblait être un malheur accablant, contenait, à y regarder de plus près,***

---

<sup>1</sup> *Le procès de Mayence*, par André MARTY, 1924.

*un moyen de mettre un terme aux souffrances de l'Allemagne.*

*L'invasion de la Ruhr par les Français n'ouvrait pas seulement à l'Allemagne de grandes perspectives d'avenir en politique étrangère, mais aussi en politique intérieure...*

*Dans des millions de cerveaux se forma subitement la conviction nette et claire que, seule, une transformation radicale, faisant table nette du système politique actuel, pouvait sauver l'Allemagne. »*

Ainsi se vérifie ce qu'écrivait M. Baumont, conseiller historique du Quai d'Orsay dans son ouvrage : « *La faillite de la Paix* », paru en 1945 :

*« La mystique hitlérienne s'épanouit dans l'amertume de la nouvelle défaite, dans la misère née de l'épouvantable crise. L'occupation de la Ruhr donne une âme au national-socialisme : elle représente l'acte de naissance du nazisme. »*

Krupp et ses pareils, les gens des trusts de l'acier et de la chimie de guerre, avaient besoin de maîtriser le prolétariat allemand pour mener leur rêve de domination mondiale. Le nazisme allait être leur instrument pour y parvenir. L'occupation de la Ruhr, les effroyables souffrances qui s'abattirent sur le peuple allemand pendant ces années, permirent à Hitler de transformer sa secte en un mouvement de masse dans lequel il entraîna, grâce qui gouvernements social-démocrates d'Allemagne, des masses énormes de chômeurs affamés.

Ainsi, les communistes français défendaient l'intérêt véritable de notre pays quand ils dénonçaient l'occupation de la Ruhr.

Ceux qui accusèrent de trahison les dirigeants du Parti Communiste Français à cette époque étaient déjà eux-mêmes les complices de l'impérialisme allemand, ennemi mortel de la France.

D'ailleurs, qui développa à la Chambre des députés, le 18 janvier 1923, le rapport demandant la levée d'immunité parlementaire de Marcel Cachin ? Taittinger. Il allait être, sous

l'occupation fasciste allemande, le président du Conseil municipal de Paris pour le compte de Pétain !

Et parmi les députés qui votèrent l'arrestation de Cachin, figuraient en bonne place François de Wendel, du Comité des Forges, député de la Moselle, et son colistier Robert Schuman, député de la Moselle, qui allait devenir ministre de Pétain sous l'occupation allemande, en juillet 1940. C'est le même Schuman, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, qui prône de nouveau en 1950, comme en 1923, la fusion de la Lorraine avec la Ruhr, cette fois sous la haute direction de Krupp, criminel de guerre N°1 !

Quant à ceux qui étaient traînés dans la boue pour trahison, pour n'en citer que deux, leurs noms seuls sont la réponse éclatante aux gens du grand capital et à leurs larbins du gouvernement.

L'un s'appelait Gabriel Péri, transporté mourant à l'hôpital en mai 1923. Il avait été maintenu à la Santé avec le député communiste allemand Hoellein : il faisait la grève de la faim non pour lui, mais pour obtenir la libération de Hoellein.

C'est lui qui allait écrire le 15 décembre 1941, quelques minutes avant son exécution au Mont-Valérien :

*« Une dernière fois, j'ai fait mon examen de conscience. Il est très positif. J'irais dans la même voie si j'avais à recommencer ma vie. »*

Quant à un des autres inculpés du complot de 1923, il s'appelait Pierre Semard.

Et c'est lui qui écrivait le 7 mars 1942, au moment où il allait tomber à Evreux, désigné comme otage par Pucheu, et fusillé par les Hitlériens :

*« Je démontrerai à mes bourreaux que les communistes savent mourir en patriotes et en révolutionnaires. »*

## **LE PARTI DE LA PAIX**

Patriotes, parce que révolutionnaires ! Oui, car la trahison est toujours dans les classes qui déperissent, les classes de privilégiés

décadents. Le patriotisme est dans les couches les plus pauvres de la nation, dans la classe ouvrière, la classe de l'avenir.

Et le plus grand service que notre Parti, l'avant garde de la classe ouvrière, a rendu à la Nation a été de toujours dénoncer le gouffre dans lequel les impérialistes veulent la jeter pour sauver leurs privilèges.

Notre Parti s'est fondé dans la lutte contre la guerre. Toute son existence a été faite de grandes luttes contre les impérialistes et contre leur politique de massacres.

C'est ainsi qu'il a toujours été et qu'il reste le grand Parti de la Paix. La lutte contre la guerre impérialiste, la lutte pour la défense de la Paix est le fil rouge qui marque toute l'histoire de notre Parti, a écrit et déclaré à maintes reprises notre secrétaire général, Maurice Thorez. Il a prouvé dans les années qui précéderent la deuxième guerre mondiale, en dénonçant, le premier en France, les impérialistes fascistes qui allaient déclencher la catastrophe. Il le prouve aujourd'hui en portant tous ses efforts sur l'action pour sauver la paix.